

ANCHA



AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA
EDITADA POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA, LA **R**ESISTENCIA VENCERA

No. 43

avril 1979

50¢/2fr.

**Pour un 1er mai d'unité et de lutte
antifasciste et anti-impérialiste!**



- Vive le 5e anniversaire du Front du peuple du Chili!
- Pourquoi insistons-nous sur l'unité de tous les antifascistes et la constitution d'un Front large?
- Parti communiste révolutionnaire du Chili: Assemblée populaire pour une constitution populaire
- Jeunesse radicale révolutionnaire (IIIe Congrès): De la consigne de l'assemblée constituante
- MAPU-Chili: Guerre à la guerre! Dénonçons et combattons les manœuvres belliqueuses des dictatures du Chili et d'Argentine!
- Parti communiste révolutionnaire du Chili — MAPU-Chili
- La liquidation des établissements paysans

40p. 8851

Pour un 1er mai d'unité et de lutte antifasciste et anti-impérialiste!

Les travailleurs chiliens s'apprêtent à célébrer un autre 1er mai, un autre 1er mai sous la tyrannie fasciste. Mais nous croyons que cette occasion sera une célébration du Travail beaucoup plus grandiose et de lutte unitaire de tous les travailleurs contre le régime qui opprime le peuple chilien. Déjà à la même occasion en 1978, il a marqué une étape dans l'ascension des luttes de notre peuple. Des milliers de travailleurs, défiant résolument l'appareil répressif de la junte militaire, défilèrent dans les rues du pays, exigeant la liberté, la dignité, la cessation de la répression, le droit de grève, des syndicats élus démocratiquement, etc. Face à ces nombreuses manifestations, le gouvernement fasciste n'a pu exercer la répression brutale qui le caractérise, mais ne pouvait non plus ne pas réprimer sans montrer aux yeux du monde son extrême faiblesse. Bien que des centaines de camarades furent matraqués et arrêtés, ils durent être rapidement libérés à cause des pressions gigantesques qu'exercèrent les travailleurs sur le gouvernement militaire.

Aujourd'hui, les conditions pour célébrer la Fête internationale des travailleurs sous une forme plus combative sont meilleures qu'il y a un an. Durant tout ce temps, l'organisation et la lutte des travailleurs se sont développées et enrichies, de même que l'aspect unité s'est renforcé entre les secteurs plus conséquents qui luttent contre la tyrannie. C'est pour cette même raison, que ce 1er mai, il est plus nécessaire que jamais d'organiser des actions unitaires, des manifestations communes, des déclarations des secteurs les plus larges pour faire front et infliger de nouveaux coups à la junte militaire. Seule l'unité des secteurs les plus larges du peuple est la voie pour renverser et balayer la dictature, et la célébration qui approche est une grande occasion pour renforcer cette unité.

Nous insistons sur la voie de l'unité aujourd'hui sous les dures conditions du fascisme, comme l'a fait le grand dirigeant et fondateur de la Centrale unique des travailleurs (CUT), Clotario Blest, lors de moments difficiles vécus par les travailleurs sous d'autres gouvernements réactionnaires se parant de l'étiquette de "démocratiques". Nous reproduisons ci-dessous un extrait d'une entrevue accordée par ce grand combattant et défenseur intransigeant des libertés syndicales. Cette entrevue avait été accordée au quotidien "El Pueblo" du 30 mai 1973 où il montre que grâce à l'unité de tous les travailleurs les bases pour créer la Centrale unique des travailleurs ont été établies.

... "Le 1er mai le plus grandiose dont je me rappelle fut celui de 1952 où fut consacré l'unité de tous les travailleurs par la nomination d'une commission pour créer la Centrale unique des travailleurs (CUT) et comme un défi au gouvernement. Près de 100,000 travailleurs se rassemblèrent à la place Artesanos. C'était amusant de voir comment ce même jour 200 personnes se réunirent sur la place de la Constitution dans une manifestation organisée par le gouvernement d'Ibanez et présidée par Maria de la Cruz dans le but de nous diviser..."

"Mon vœu le plus cher est que l'unité de tous les travailleurs se solidifie dans la lutte commune contre l'impérialisme pour conquérir ainsi le pouvoir politique."

L'unité et seule l'unité nous mènera à la victoire et c'est la



Clotario Blest

tâche qui est posée à tous les antifascistes conséquents et nous nous efforçons de la mettre en pratique tant au Chili que dans tous les endroits du monde où nous nous trouvons.

Nous publions ci-dessous une plate-forme minimum qui a commencé à circuler au Chili et préparant ainsi les conditions pour un 1er mai combatif.

Pour un 1er mai d'unité et de lutte antifasciste et anti-impérialiste

1. Pour l'abolition de toute législation du travail et de fonds de pension fasciste (Décrets-lois nos: 198; 2,200; 2,346; 2,347; 2,376; 2,544; 2,545; et 2,448).
2. Pour la cessation immédiate de tous les licenciements, tant dans les entreprises publiques que privées.
3. Pour un plan d'urgence réel contre le chômage et la sur-exploitation, basé sur la réactivation industrielle.
4. Pour la suppression immédiate de l'état d'urgence dans tout le pays.
5. Pour les garanties les plus larges pour l'exercice des libertés syndicales et démocratiques.
6. Pour la liberté inconditionnelle de tous les prisonniers politiques détenus ou n'ayant pas subi leur procès ou attendant leur condamnation. Les criminels fascistes ne sont pas considérés comme prisonniers politiques.
7. Pour la liberté inconditionnelle à tous les exilés politiques de revenir au pays.
8. Pour l'éclaircissement de tous les cas de détenus et pour le châtiement des responsables politiques, intellectuels et matériels des prisonniers assassinés.
9. Pour le renversement complet de la dictature fasciste.
10. Pour le droit du peuple de se constituer en Assemblée constituante sur la base de ses organisations syndicales, communales et autres qui soient des représentants authentiques des masses populaires.

Vive le 5e anniversaire du Front du peuple du Chili!

Il y a 5 ans, en avril 1974, dans les durs moments de la répression et d'un important recul du mouvement de masse, naquirent les premiers comités de résistance du Front du Peuple. Plus tard, ces comités se développèrent et furent créés dans d'autres secteurs. De plus, suivant cette politique du Front du Peuple, plusieurs organismes antifascistes larges ont été créés à différents niveaux. Au cours de ces 5 ans, les différents partis antifascistes conséquents ont restructuré leurs organisations et amorcé l'organisation de la lutte de masse.

Pratiquement tous les partis qui luttent contre la dictature se sont montrés partisans de l'unité du peuple pour lutter contre la dictature et, en différentes occasions, ont appelé à la formation d'un large front antifasciste. Cependant, aujourd'hui, ce front large, qui doit regrouper la majorité de notre peuple n'existe pas encore.

Le Front du Peuple, en tant qu'organisation large et unitaire antifasciste, lutte pour la constitution de ce front large, qui manque tant à notre peuple, par lequel organiser tous les Chiliens autour d'un programme minimum et promouvoir l'unité des secteurs les plus combattifs de la résistance contre la dictature. Le Front du Peuple appuie toute initiative qui favorise l'unité dans la lutte contre la dictature; en même temps nous voyons cette unité comme un moyen de renverser la dictature, écraser le fascisme et conquérir la véritable libération de notre peuple et non comme des accords opportunistes de dirigeants de partis réformistes qui veulent seulement retrouver la légalité perdue, en changeant le masque du régime fasciste.

Dans ces pages, nous voulons saluer chaleureusement tous les membres et sympathisants du Front du Peuple qui luttent dans les dures conditions de la clandestinité ainsi que tous les camarades du Front du Peuple qui sont momentanément en exil, à l'occasion de ce 5e anniversaire du Front du peuple du



Chili. Saisissant cette occasion, la rédaction d'ANCHA a considéré nécessaire de publier une série d'articles sur la nécessité d'un large front antifasciste et la contribution du Front du Peuple à la matérialisation de ce front. Nous commençons cette série par l'article suivant:

Pourquoi insistons-nous sur l'unité de tous les antifascistes et la constitution d'un Front large

Les obstacles que nous devons franchir

Notre peuple ne pourra être heureux et libre tant que les grands exploités l'oppriment et l'exploitent. Le premier problème à résoudre afin d'avoir un Chili réellement démocratique, populaire et indépendant est de se libérer des chaînes du fascisme qui a imposé les multinationales et leurs filiales à notre pays. Mais attention, ceci n'est pas l'unique question, bien que ce soit la plus grave et la plus urgente. Pour renverser la junte militaire fasciste, écraser ses tenants directs ou ceux que les monopoles mettent à leur place, il nous faut encore beaucoup pour briser complètement les chaînes de la dépendance et de la structure militaire, politique, économique et sociale qu'engendre le fascisme. Encore plus, notre peuple devra construire une société organisée de façon différente dans tous ses aspects, reconstruire une économie ravagée par les festins réactionnaires en se basant sur ses propres forces, tout en résistant aux tentatives des vieux impérialistes et des pieuvres locales pour retrouver leur paradis perdu ou de revenir sous de nouvelles formes et aux tentatives de d'autres qui veulent se substituer aux premiers. Notre tâche

est importante et difficile, mais belle aussi et rien n'est plus digne de nos sacrifices et du meilleur de nos forces.

La force dirigeante

La liberté ne peut être totale et définitive, ni la prospérité possible, si ce n'est pas le peuple même qui la conquiert et la défend. Ce n'est pas une entreprise pour la poignée qui se prétend dirigeante ou qui se sent appelée à représenter le peuple. De plus, nous connaissons déjà où veulent nous conduire ces démagogues et ce qu'ils cherchent. Nous devons penser en termes plus vastes, de classe.

Nous sommes fermement convaincus que la classe ouvrière doit diriger le processus de transformation des structures parce qu'elle est la seule qui n'exploite personne, celle qui souffre le plus, la plus organisée, la plus consciente et plus combative comme le montre l'histoire et c'est ce qui arrive actuellement dans notre pays. En outre, de par ses caractéristiques, c'est la seule classe qui n'aspire pas au maintien de la propriété privée et par conséquent, est révolutionnaire jusqu'au bout.

Certains ne pensent pas ainsi, éludent le problème, pour

que la direction reste aux mains de la bourgeoisie, petite moyenne ou pas si moyenne; ou soutiennent ouvertement que la force dirigeante doit être l'intelligentsia éclairée, cultivée et technicienne. L'expérience a démontré que ces secteurs favorisent des transformations jusqu'au moment où ceci sert leurs propres intérêts. Au contraire, pour se libérer, le prolétariat doit libérer aussi toute l'humanité de toute forme d'exploitation et d'oppression.

Les forces motrices et les secteurs intermédiaires

Mais la classe ouvrière n'est pas la seule fermement intéressée à ceci: il y a des centaines de milliers de paysans pauvres, d'employés et d'autres travailleurs qui doivent faire partie des masses initiatrices de ce processus. Entre les secteurs révolutionnaires du peuple et les ennemis fondamentaux (impérialistes, monopolistes et latifundistes), aujourd'hui représentés au pouvoir par la junte militaire fasciste, il reste un vaste camp intermédiaire d'entrepreneurs de l'industrie, des mines, de l'agriculture, du commerce et d'autres activités, petits et moyens, professionnels, travailleurs indépendants qui ont une importance non seulement de par leur nombre mais par toute leur influence. Il n'y a qu'à se rappeler comment les golpistes utilisèrent les médecins, ingénieurs, commerçants, propriétaires de taxis, transporteurs, dans leur écrasante majorité de petits et moyens entrepreneurs, contre le gouvernement d'Allende, pour voir la force qu'ils constituent aux côtés de la réaction.

Unir tous ceux susceptibles d'être unis contre le fascisme

Il faut se disputer cette grande masse intermédiaire; naturellement, il ne suffit pas seulement de leur apporter de bons arguments, mais de leur faire sentir par la force de la lutte, fondamentalement par l'unité des ouvriers et des paysans, que les jours du fascisme ou de ses successeurs sont comptés, de ne pas leur donner le même traitement que comptent leur donner les successeurs, de ne pas leur donner le même traitement que ceux qui constituent la cible de la révolution. Il faut aiguïser les contradictions existant entre eux et les fascistes qui ne sont pas moindres si l'on considère les problèmes des impôts élevés, du crédit peu abondant et onéreux, du marché réduit et contrôlé, de la concurrence inégale avec les monopoles et les produits importés, des prix élevés des matières premières, de la machinerie et des pièces de rechanges, etc. Dans ce sens, il n'y a rien d'incorrect à intégrer aux revendications du peuple, certaines des revendications de ces secteurs.

Nous ne cherchons pas non plus à les gagner tous, mais du moins une partie importante d'entre eux; et du reste, tâcher de les neutraliser pour qu'ils ne renforcent pas le pouvoir des ennemis principaux. Et quand nous disons les gagner, nous entendons de façon complète parce que, de par leurs intérêts, ils ont une attitude vacillante. Dans les moments difficiles (comme jusqu'à ces derniers mois dans notre pays), ils ont eu tendance à concilier. Cependant, dans la mesure où les forces populaires se développent, nous les rapprocherons plus.

Sur cet aspect font aussi erreur ceux qui prétendent qu'aucune alliance ne doit se faire avec ceux qui exploitent le travail d'autrui bien que ce soit sur une petite échelle (comme c'est le cas des petits propriétaires agricoles, commerçants et industriels qui emploient un travailleur ou plus) et qu'il faut donner à tous un traitement exemplaire, que tout autre politique en est une de conciliation de classes. Ce qui pour nous est fondamental est de résoudre le problème de qui dirige qui, problème qui se résout sur la base de la force, de l'organisation, d'une direction correcte, etc. Jusqu'à aujourd'hui, pour des causes que nous n'allons pas analyser ici, ceux qui ont dirigé le peuple étaient des



bourgeois d'un secteur ou de l'autre; ceci a été une des causes de nos échecs. Ce dont il s'agit est exactement le contraire. Il faut que ce soit la classe ouvrière dans une alliance étroite avec la paysannerie pauvre et les autres travailleurs, qui les dirige sur la base d'acquérir une force chaque fois plus grande. Une des politiques les plus connues des monopoles est d'éliminer la concurrence des petits et moyens producteurs. Avec la ligne de tous les traiter sans pitié, nous aiderions à aggraver leur situation facilitant ainsi la tâche à nos ennemis de les diriger contre nous. Ainsi, le camp des alliances des révolutionnaires se restreindrait et celui des réactionnaires s'étendrait.

La situation présente au Chili montre qu'il est d'une grande importance de faire un travail très large avec la collaboration de personnes qui, sans être révolutionnaires, sont démocrates et antifascistes. Mais, en même temps, si c'est l'opposition bourgeoise à la junte qui les dirige et arrive à s'imposer, la démocratie bourgeoise qui en ressortira sera très limitée, en rapport à celle qui existait avant, le châtiement des fascistes sera léger et limité au minimum, tandis que les forces armées en tant qu'institution resteront "sur le trône" et que l'"institutionnalité" de Pinochet sera maintenue, etc.

La stratégie révolutionnaire est donc d'assurer la direction au prolétariat, et sur la base de son alliance avec la paysannerie pauvre, la petite bourgeoisie et d'autres secteurs révolutionnaires, attirer le maximum de secteurs intermédiaires, neutraliser ceux que l'on ne peut gagner et isoler au maximum les ennemis fondamentaux.

Ceci fait d'un front large un outil indispensable de la révolution. Dans cette étape, le front, par des formes multiples d'organisation, d'agitation et de propagande, devra être en mesure de mobiliser les larges couches de la population contre le fascisme jusqu'à son renversement et d'instaurer un gouvernement d'unité antifasciste. Cette étape d'unité antifasciste est le premier pas d'un processus ininterrompu de transformations révolutionnaires.

Cette analyse découle de la faiblesse de la résistance chilienne de ne pas compter sur cette arme et de la nécessité de son existence pour que la lutte antifasciste ait une solution qui favorise réellement les intérêts populaires et qui ne soit pas une simple continuation du fascisme sans Pinochet.

Le Front du Peuple cherche à contribuer avec ses forces et son expérience à la formation de ce grand front dont notre peuple a besoin. Nous lançons l'appel à tous les révolutionnaires, démocrates, antifascistes et patriotes sincères sans

prétentions hégémonistes ou sectaristes, d'intensifier leurs actions communes, d'élaborer une plate-forme antifasciste conjointe dans la perspective de se mettre d'accord sur la stratégie, la tactique et un programme commun pour ouvrir

la porte à un avenir que mérite notre peuple.

Note: Dans les prochains numéros d'ANCHA, nous reviendrons sur ce thème d'une grande importance.



Parti communiste révolutionnaire du Chili

La junte militaire est à préparer les conditions pour son "institutionnalisation" et pour elle, il est nécessaire de compter sur une nouvelle constitution qui lui servira de garantie. ANCHA a déjà publié une série d'articles sur le projet de constitution présenté par le fascisme. Maintenant,

afin d'approfondir encore plus cet aspect, nous publions ci-dessous des extraits d'articles sur ce thème: en premier lieu du Parti communiste révolutionnaire et en second lieu de la Jeunesse radicale révolutionnaire (IIIe Congrès).

ASSEMBLEE POPULAIRE POUR UNE CONSTITUTION POPULAIRE

L'actuel projet de constitution politique, présenté et défendu par les fascistes, cherche à revivifier ou rajeunir la Constitution de 1833, la réajustant à la période historique actuelle et réaffirmant encore plus son caractère réactionnaire de classe profondément antipopulaire.

Le prolétariat et le peuple chilien ne doivent pas accepter ce type de "cadeaux" ni aucun autre leur étant offert, de même que ceux que s'approprient à leur offrir les divers secteurs de l'opposition bourgeoise (pro-américaine et pro-russe). Sans se laisser tromper par ces balles enrobées de sucre, le prolétariat et le peuple doivent continuer à lutter sans cesse pour le renversement de la junte militaire fasciste et pour conquérir le pouvoir. C'est dans le feu de cette lutte que doit surgir une constitution en conformité avec les intérêts prolétariens et populaires.

Les conditions politiques imposées par la dictature militaire fasciste de Pinochet et sa bande rendent difficile la gestation démocratique de tout projet de constitution qui est une alternative. Par conséquent, il est nécessaire de créer en premier lieu les conditions minimales pour la participation directe des masses dans l'élaboration d'une constitution démocratique, populaire, antifasciste, anti-impérialiste, antilatifundiste, antimonopoliste. C'est par le moyen de la lutte généralisée et armée des masses qu'il sera possible de faire reculer et de renverser la dictature. C'est la voie en plein accord avec les intérêts du prolétariat et du peuple chilien. Ce sont leur propre lutte indépendante qui leur donneront les forces suffisantes pour contrecarrer ou s'imposer face aux forces de l'opposition bourgeoise, créant des conditions encore plus favorables pour leur lutte révolutionnaire. C'est par leur propre lutte indépendante que les masses imposeront les points contenus dans le **Programme minimum du Front du Peuple**.

Notre Parti communiste révolutionnaire soutient qu'une constitution politique, authentiquement démocratique et populaire devra surgir sur la base de la mise en pratique des mesures et principes suivants:

1. Tout travailleur, sans distinction de sexe ou d'âge, quelque soit son poste dans un lieu de travail, a le droit inaliénable et l'obligation de s'organiser, sans conditions requises, en syndicats de lutte pour la défense et la conquête de ses intérêts politiques et économiques indépendants.
2. Nul travailleur ne pourra être licencié ou subir une quelconque forme de représailles des patrons ou du gouvernement pour le fait de s'organiser ou de participer à un syndicat. La violation de ce principe sera sévèrement punie.

3. Tout travailleur, dans la défense et la conquête de ses revendications politiques et économiques, a le droit inaliénable de recourir à la grève et à toute forme de lutte, y compris la lutte armée.

4. Nul travailleur ne pourra être licencié ou subir une quelconque forme de représailles des patrons ou du gouvernement pour avoir participé ou organisé des grèves ou toute autre forme de lutte, entreprise à la défense de ses intérêts politiques et économiques.

5. Dans tout le Chili et à chaque endroit de travail, des assemblées de travailleurs devront s'organiser immédiatement et sans délai. Ces assemblées procéderont à l'organisation ou à la réorganisation de leurs propres syndicats et à l'élection démocratique de leurs dirigeants sans intervention ni des patrons ni de l'Etat. Seront exclus de ces assemblées les mouchards et la police.

6. Les assemblées de travailleurs seront organisées sur la base de la conformité et du respect le plus strict des libertés démocratiques (de réunion, d'élection, de parole, de presse, de propagande et de mouvement, etc.)

7. Après la constitution des syndicats et l'élection de leurs dirigeants, l'assemblée des travailleurs procédera à l'élection d'un délégué ou plus qui iront défendre les revendications et intérêts de la base devant une assemblée populaire, constituée dans leurs quartiers ou districts de travail respectifs.

8. L'assemblée populaire se constituera en l'organisme politique du prolétariat et du peuple chilien dans chaque quartier, secteur ou région. Pour la coordination et l'unité d'action entre ces assemblées populaires, une assemblée de caractère national sera constituée avec des représentants des organisations régionales.

9. A tous les niveaux, l'assemblée populaire sera composée à 75% de travailleurs de la ville et de la campagne. Les autres (25%) seront composées de représentants des industriels, agriculteurs, et commerçants non-monopolistes qui n'ont pas participé aux crimes fascistes contre le peuple, qui ne surexploiteront pas les travailleurs et qui acceptent l'application du programme démocratique et populaire. Les fascistes, impérialistes, monopolistes et latifundistes seront privés de tout droit et par conséquent, ils ne pourront participer aux assemblées populaires à aucun niveau.

10. L'assemblée populaire prendra en main la direction des domaines politique, économique, judiciaire, culturel, militaire et tout ce qui touche le développement et la consolidation indépendante du pouvoir du prolétariat et du peuple chilien. Toutes les décisions émanant de ces organismes auront un caractère d'obligation pour tous les citoyens sous leur direction dans la zone correspondante. Toute violation de ces décisions sera jugée et punie par

l'assemblée populaire.

11. Pour être un organisme pleinement représentatif des intérêts et aspirations du prolétariat et du peuple chilien à tous les niveaux, l'assemblée populaire aura le devoir et l'obligation d'organiser ses propres corps armés d'autodéfense, sans limitation aucune et avec les plus fortes garanties.

12. A tous les niveaux, les membres de l'assemblée populaire pourront être destitués par leurs électeurs à partir du moment où ceux-ci estiment que leurs intérêts ne sont plus représentés à l'assemblée populaire.

13. A tous les niveaux, les membres de l'assemblée populaire devront travailler un minimum de trois mois par année dans leur lieu de travail initial (avec ceux qu'ils représentent). Leur salaire ne pourra dépasser celui d'un ouvrier spécialisé. Ce sera le cas durant toute la période que durera leur mandat.

14. L'assemblée populaire nationale procédera à l'élaboration d'un projet de constitution conforme aux intérêts indépendants du prolétariat et du peuple chilien. Le projet sera discuté dans tous les lieux de travail du pays et sera modifié conformément aux suggestions et aux conseils des masses. En même temps, on procédera à la désignation d'un gouvernement national provisoire d'unité antifasciste.

L'application des principes et tâches ci-dessus, si elle est réalisée, sera une garantie indispensable d'un développement politique, économique et social dans un sens authentiquement révolutionnaire (antifasciste, anti-impérialiste, antimonopoliste, antilatifundiste et antirévissionniste). Ils constitueront la voie appropriée pour la véritable liberté, indépendance, démocratie, paix, justice, bien-être et progrès (conformément aux intérêts authentiques du prolétariat et du peuple chilien.).

Il y en a qui disent que les principes et mesures ci-dessus sont "inapplicables en ce moment" et que par conséquent "il est beaucoup plus pratique de s'appuyer sur les rares failles légales qui existent encore (ou qui apparaîtraient de façon imprévisible), pour protester et dénoncer les excès du fascisme, sans violence, évitant ainsi que les masses soient encore plus réprimées". Ces personnes disent aussi que "le plus pratique aujourd'hui est de donner son appui aux dirigeants de l'opposition, principalement à ceux de la DC (Démocratie chrétienne — ndlr) parce que ce sont eux qui ont la plus grande liberté de mouvement, d'organisation et de parole. Donnons-leur notre appui et en échange, ils nous donneront des libertés démocratiques et le droit de participer à leur mouvement! Entre Frei et Pinochet, mieux vaut Frei ou quiconque lui ressemble!".

Jeunesse radicale révolutionnaire (IIIe Congrès)

DE LA CONSIGNE DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

A l'occasion de la nomination de la dénommée "Commission des 24", Commission que présidera Ortuzar, pour étudier les bases de la nouvelle institutionnalité du pays et à la suite de ses intentions déclarées d'élaborer un projet de Statuts constitutionnels devant être approuvé par la dictature, renaît dans de larges secteurs de la gauche chilienne, une sorte de confiance magique dans les bontés et l'efficacité des principes démocratiques. A ce propos l'appel naïf lancé par le PC pour mener un "débat constitutionnel" dans le pays est significatif. Bien que personne ne soit étonné de cette rechute de leur maladie endémique de crétinisme parlementaire, il faut insister pour dénoncer ce comportement, qui renonce de manière systématique à l'éducation des masses dans la conception marxiste de la lutte de classe.

C'est le même pacifisme qu'il prêchait auparavant sur le caractère exceptionnel des forces armées. Il a pris corps aujourd'hui dans cet appel abstrait à la conciliation harmonieuse des intérêts de classe dans une nouvelle Charte constitutionnelle "démocratiquement établie". Ni un, ni cent débats constitutionnels ne peuvent abattre la dictature. Par conséquent, il ne s'agit pas de créer une atmosphère de consensus pour une future institutionnalité. La question concrète est de situer, dans le mouvement historique actuel, le lieu de l'action coordonnée des forces qui luttent contre la dictature. C'est le domaine où le prolétariat peut accumuler des forces qui obligent la bourgeoisie adverse à conclure des accords avec lui. Le reste est charlatanisme coutumier.

... Pour tout ceci, le débat sur la tactique de la période constitue une exigence inévitable pour les facteurs de la convergence. Débat qui doit être situé dans le domaine du développement des coïncidences, par la valorisation de la fonction probatoire — ou non-probatoire — qu'assume la pratique face aux différentes propositions qui se présentent et s'affirment comme étant correctes. Précisément, ce sera ce débat qui permettra du reste de vérifier si le cadre organisationnel en question est suffisant. Il pourra résulter

que, malgré le fait de ne pas en arriver à une entente tactique complète, il soit possible de former des médiations supérieures; mais, toujours et encore la même expérience nous éduque en pratique dans le centralisme démocratique, base organisationnelle essentielle pour le développement et la réalisation historique d'une politique révolutionnaire du prolétariat.

Les bases politiques qui avaient rendu possible sa politique de manœuvres étant disparues, la DC fait face à la nécessité de résoudre la lutte pour l'hégémonie avec une base sociale de mobilisation très étroite. Ceci signifie pratiquement sans terrain d'où opérer. Devant l'énorme déploiement de forces de la dictature, la DC a seulement deux possibilités: soit accepter un rôle subordonné dans la construction de nouvelles bases pour la domination, i.e. la restructuration de l'Etat ou soit déloger son adversaire.

... Certes, cette ligne n'a pas eu un développement très cohérent. Au début, elle a été très vacillante d'autant plus que d'importants secteurs de la DC étaient réticents à renouveler les fractionnements du bloc dominant. Particulièrement, à la suite des dangers qu'ils viennent de connaître. Un autre facteur qui incite à cette ambiguïté est l'absence de forces militaires bien à eux, forces décisives pour résoudre la lutte avec un adversaire qui connaît — presque par définition — l'art d'utiliser ces moyens pour la résolution de leurs contradictions. Sans cette force, le frémissement et l'ensemble de la Démocratie chrétienne sont fortement dépendants de l'appui réel que rencontre leur projet de changement aux Etats-Unis. Seul cet appui, réellement significatif, pourra jeter à la DC un pont vers des secteurs des forces armées et particulièrement vers l'armée. Si ceci n'est pas fait, la dictature pourra traverser plusieurs crises sans tomber. La concurrence de ces deux circonstances explique avec assez d'exactitude les limites objectives du programme de démocratisation de la bourgeoisie voulant des changements. Limites mesquines et restrictives y compris en rapport avec d'autres projets similaires sur le continent. De même, ça démontre la puérilité insensée du réformisme.

... Assumer la situation tactique sur la base de reconnaître la réalité du regroupement social qui s'opère sous la consigne de l'Assemblée constituante est une question absolument essentielle pour accumuler des forces et réussir à construire dans les faits l'indépendance politique de la classe ouvrière et du peuple. Parce qu'il ne s'agit pas de proclamer ces nécessités comme des vérités éternelles. Nous le répétons. Non plus de rendre un culte au fétichisme démocratique. Il s'agit de s'intégrer à la conjoncture. Assumer les revendications démocratiques des masses ouvrières et populaires, beaucoup plus importantes que l'échantillonnage de demandes présentées par le réformisme, et naturellement que les rêves démocratisateurs de la DC.

L'objectif de la consigne de l'Assemblée constituante n'est pas l'établissement d'un forum où siègeront les représentants de la bourgeoisie — y compris les secteurs "démocratiques", les "faucons" et les "colombes" que les

analystes de l'UP distinguent dans la dictature — et du peuple, pour arbitrer et arriver à un consensus sur ce que devra être le pays dans l'avenir. Celui qui pense ainsi ne fait que trahir les intérêts révolutionnaires du prolétariat. L'objectif est de profiter de ce déplacement social, ce mouvement pour redémocratiser la vie politique qui commence à émerger du plus profond de la société chilienne, pour établir une corrélation et un rapport de forces qui garantissent dans les faits l'indépendance politique du prolétariat. Il s'agit avec ceci d'utiliser ces avances pour diffuser notre ligne d'agitation et de propagande des tâches révolutionnaires sur la base du renforcement de l'organisation clandestine du peuple. En même temps, éduquer les masses sur la nécessité de maintenir la résistance, les prévenant des risques du triomphalisme à court terme ou des tentatives de restreindre l'importance et la signification des formes illégales et clandestines de lutte.

MAPU-Chili

Le Front extérieur du MAPU, parti des travailleurs, a publié une déclaration sur le conflit frontalier entre le Chili et l'Argentine dont nous publions des extraits ci-dessous.

GUERRE A LA GUERRE! DENONCONS ET COMBATTONS LES MANOEUVRES BELLIQUEUSES DES DICTATURES DU CHILI ET D'ARGENTINE!

Les dictatures fascistes de Videla et de Pinochet ont créé ces derniers mois un climat pré-belliqueux d'affrontement entre les "peuples" du Chili et d'Argentine. Dans cette campagne, elles utilisent et ont utilisé tous les moyens pour fomenter et exploiter le chauvinisme national.

Malheureusement nos efforts, dans la gauche chilienne, argentine et latino-américaine, pour combattre et dénoncer ces manoeuvres ont été faibles. Pour certains secteurs progressistes, ce qui était une "folie" s'est transformé en un cauchemar.

Désorientés, sans avoir étudié le problème, la réponse en est malheureusement une qui est chauviniste, légère, non mobilisatrice et confuse. Par conséquent, il est de notre devoir de couper court décidément à cette ambiance de guerre et de guerre probable.

Pour certains membres de l'opposition et les révisionnistes d'un côté ou l'autre de la Cordillère "les dictatures sont une chose et la souveraineté nationale en est une autre" ou bien le problème est "d'avoir un gouvernement plus large et démocratique pour mieux défendre la souveraineté". Ainsi, ils confondent tout: l'intégrité nationale, les intérêts des peuples, la lutte pour les droits démocratiques, les manoeuvres des dictatures, les intérêts des grandes puissances impérialistes, etc. De fait, ils contribuent à la campagne des dictatures et préparent aussi très certainement leur position chauvine de "défense de la patrie" en cas de conflit véritable.

Pour d'autres secteurs révolutionnaires, ceci ne sera pas un "cirque" des dictatures. Affirmant ceci, ils considèrent avoir répondu au problème et au fait que le peuple et le mouvement de solidarité resteront sans orientation... qu'ils aillent au diable... nous sommes occupés par des "choses plus importantes".

Très souvent nous oublions que dans les décisions politiques et les événements de toute nature, ceux qui sont les plus forts ont de l'influence. En Amérique latine, ils sont forts et voyez comme ils l'ont démontré! Les forces armées dont l'officialité la plus réactionnaire a l'hégémonie, les

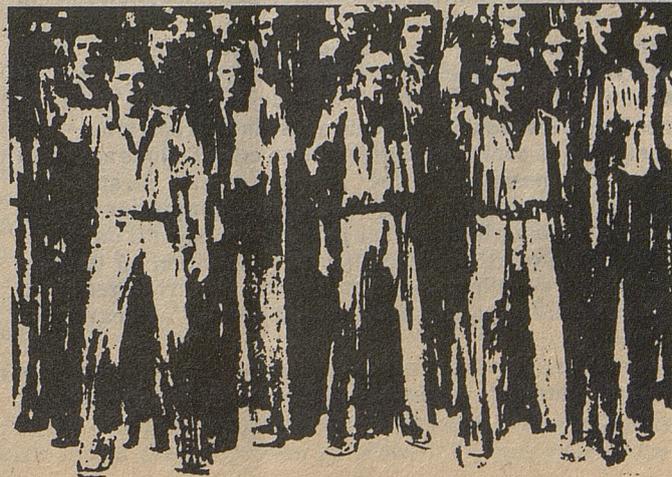
multinationales, l'impérialisme américain et à un moindre degré d'autres puissances impérialistes surveillent attentivement l'occasion de se fourrer dans cette "arrière-cour" américaine.

La classe ouvrière et les peuples, affaiblis par la répression fasciste brutale et par les manoeuvres révisionnistes n'ont pas aujourd'hui la force nécessaire pour faire respecter leurs intérêts de classe et nous avons moins de forces aujourd'hui pour imposer ces intérêts.

C'est alors une obligation de répondre à ces questions: qu'y a-t-il derrière ce conflit frontalier et derrière ce climat pré-belliqueux? Qui gagne ou qui perd? Quelle est la politique de chacun des acteurs et quelle est la politique révolutionnaire sur ce conflit?

Ceci est nécessaire encore plus si nous partons du principe que les dictatures ne représentent en rien leur peuple respectif et par conséquent le peuple est complètement étranger aux conversations qui se sont tenues; et si de plus nous partons du principe qu'entre les peuples chilien et argentin, il n'existe aucune contradiction et qu'au contraire nous avons des ennemis et des objectifs communs.

Nous luttons pour la souveraineté et l'intégrité nationales lorsque nous nous opposons au pillage impérialiste de nos ressources fondamentales, lorsque nous dénonçons l'intervention impérialiste qui renverse des gouvernements progressistes et passe outre la volonté des peuples. Nous défendons l'intégrité territoriale lorsque nous luttons pour qu'effectivement le peuple prenne la destinée de son pays en main et non lorsque nous nous laissons tuer pour que



Pinochet et Videla s'éternisent au pouvoir et défendent une "souveraineté" qui protège les intérêts des classes dominantes et de l'impérialisme.

La presse bourgeoise vomit quotidiennement ses mensonges parce qu'ils sont indispensables pour empêcher de rechercher la vérité sur la nature véritable des conflits frontaliers et du climat pré-belliqueux. Tout ouvrier conscient du Chili et d'Argentine répondrait sûrement ceci: nous voulons du pain, la liberté et non des guerres contraires aux intérêts populaires. Ces guerres ne sont "logiques" que pour les intérêts des classes dominantes, et bien alors, qu'elles s'entretuent toutes seules.

Le fait que près de 100 ans soient passés depuis notre dernière expérience de guerre avec d'autres peuples ne peut faire oublier toutes les leçons qu'elle nous donne. Tout Chilien conscient et antifasciste doit démasquer les intérêts derrière cet écran de fumée de propagande patriotarde de la dictature. Tout Argentin antifasciste a l'obligation de démasquer la démagogie chauvine de la dictature argentine.

QUISONT LES "PARRAINS" DE CE CONFLIT BELLIQUEUX?

Quelle est la position de l'impérialisme américain et des autres puissances impérialistes? Comment voit-on le problème des multinationales?

On doit répondre à cette question mais nous n'avons pas pu en faire une plus longue analyse et y consacrer plus de temps au moment d'écrire cette déclaration. Ainsi est-il indispensable d'indiquer certaines lignes générales.

Pour les USA, un affrontement belliqueux entre le Chili et l'Argentine est évidemment une mauvaise "affaire". Les Etats-Unis sont la puissance hégémonique dans l'un et l'autre des pays. Ils ne veulent pas renforcer un régime dictatorial aux dépens d'un autre. Les deux régimes dictatoriaux sont des gardiens zélés des intérêts des classes dominantes et des intérêts impérialistes.

Les Etats-Unis se servent du conflit pour exercer des pressions sur l'un ou l'autre des dictateurs dans le cadre de leur politique de stabiliser et d'institutionnaliser les dictatures et de leur laver le visage. Pour atteindre cet objectif et pour transformer ces dictatures en régimes encore plus dépendants des USA, il est vital de limiter le conflit à un climat pré-belliqueux et en aucun cas de favoriser un conflit ouvert.

Un conflit majeur ouvre inévitablement les portes à la pénétration d'autres puissances impérialistes par la vente des armes, les appuis diplomatiques, les crédits, les conseillers et l'entraînement militaire, les négociations.

Parallèlement, la victoire d'une dictature sur l'autre créera dans le pays vaincu une énorme faiblesse des institutions de domination bourgeoise, une incapacité de la classe de garantir sa stabilité politique et l'on ne peut écarter totalement le danger d'une situation d'affaiblissement mutuel des régimes dictatoriaux et l'incapacité de s'arracher la victoire sur le terrain militaire avec toutes les séquelles et politiques que ceci entraîne.

Les USA ne sont pas indifférents au conflit. Nous avons vu que leurs positions, d'une grande valeur stratégique, présente et future, sont en jeu. En même temps, les USA ne peuvent se payer le luxe de ne pas se préoccuper d'un conflit qui "désarmerait" tout le plan de domination où les contradictions avec les autres puissances impérialistes n'ont pas encore un caractère aussi aigu que dans d'autres parties du monde.

Durant la période des négociations, les USA ont sans doute vu avec sympathie que le Chili a eu un accès à l'Atlantique et au contrôle des passages inter-océaniques. Comme nous



l'affirmions avant, cette possibilité implique plusieurs choses à la fois: 1) Incorporer le Chili au projet contre-révolutionnaire de "l'Atlantique-sud", aujourd'hui en train de germer et en discussion; 2) Limiter la relative autonomie de la dictature argentine de négocier avec d'autres puissances impérialistes; 3) Donner du relief au rôle du Brésil en Amérique latine comme puissance sous-impérialiste croissante et en étroite alliance avec les USA.

Le refus argentin de la sentence arbitrale a propagé par toute la terre l'illusion que les USA ne "se prononceraient pas" mais en fait les USA tiraient toutes les ficelles à partir des positions diplomatiques plus commodes.

Depuis que la dictature argentine a rejeté la sentence américaine, ceux-ci se sont efforcés de jouer un rôle d'arbitre dans le conflit, rôle que curieusement, malgré leur contrôle hégémonique dans la zone, ils n'ont pas réussi à obtenir.

Il est très probable que proviennent d'eux les propositions de prolonger les conversations, de reculer la solution de conflit de quelques années, d'internationaliser la zone sous condominium argentino-chilien et sous surveillance américaine, de continuer les négociations bilatérales ou de recourir à des "tribunaux impartiaux", etc.

Ces formules de négociations ou d'autres permettront aux USA de continuer d'utiliser en leur faveur pour plus longtemps ce type de contradictions.

S'ils ne réussissent pas à obtenir le rôle d'arbitre, il reste aux USA l'alternative de recourir à tout le pouvoir que leur donne le contrôle ou l'influence décisive dans les dizaines d'organisations diplomatiques. Ainsi, par l'intermédiaire de tiers, ils chercheront à jouer un rôle d'arbitre indirect.

Si cette porte se ferme aussi, le plus probable est que les USA étudient l'opportunité de s'allier avec le camp vainqueur ou celui qui a les plus fortes probabilités de victoire militaire. La faiblesse résultante des institutions bourgeoises de domination dans le pays vaincu pourra être partiellement suppléée par la voie de l'intervention militaire directe dans le pays vaincu. C'est une possibilité qu'on ne peut écarter. L'impérialisme anglais eut une attitude similaire envers les forces armées chiliennes au siècle dernier lorsqu'il appuya l'invasion chilienne du Pérou et l'occupation de Lima pendant près de 2 ans.

Les USA ne veulent pas la guerre, non par amour de la paix ou pour favoriser les peuples, mais simplement pour défendre l'hégémonie de leur agression impérialiste dans de meilleures conditions. La permanence d'un conflit de cette nature pourra de plus les servir dans l'avenir pour faire chanter et "déstabiliser" un régime gouvernemental progressiste que ce soit au Chili ou en Argentine. Par conséquent la "prudence" des USA est la vigilance rapace d'un aigle qui fait attention à ce qu'aucun oeuf ne tombe de son nid.

La liquidation des établissements paysans

Durant l'année écoulée, la dictature de Pinochet en est venue à prendre les dernières mesures visant à liquider ce qui restait du secteur réformé de l'agriculture chilienne.

La loi agraire fut la culmination et la concrétisation de plusieurs revendications paysannes, pour lesquelles les travailleurs agricoles luttèrent depuis longtemps. Malgré toutes les failles et les faiblesses qu'elle contenait, elle fut l'instrument qui permit au gouvernement de Salvador Allende de réaliser de profonds changements dans la tenure de la terre au Chili; grâce à cette loi, le gouvernement Allende put exproprier plus de 6,000 latifundios, ce qui représentait 85% de la superficie cultivable du pays, et créer les établissements paysans.

Cette loi fut promulguée parce que les paysans luttèrent pour la terre. L'impérialisme américain, par l'intermédiaire du gouvernement démocrate-chrétien de Frei, avait cherché d'une part à limiter les aspirations des paysans et d'autre part, à transformer les latifundistes en agriculteurs capitalistes, leur laissant une partie de meilleures terres et les indemnisant pour le reste. Il cherchait également à augmenter les revenus des paysans pour les amener à la consommation de produits industriels.

Les sociétés SARA

Les établissements paysans avaient une forme juridique exprimée par les "Sociétés agricoles de réforme agraire" (SARA). Ces sociétés étaient formées par deux membres: d'une part la Corporation de la réforme agraire (le gouvernement) et d'autre part des paysans "réformés". La CORA fournissait les terres et les paysans, le travail. Ces sociétés, dans le but d'améliorer le rendement des terres, depuis longtemps abandonnées par les latifundistes devant la peur de la réforme agraire, sollicitèrent et obtinrent durant le gouvernement d'Allende des crédits de la part d'organismes étatiques pour l'achat de machinerie, la construction d'entrepôts, l'irrigation, etc., de même que pour redonner aux terres une capacité productive qu'elles avaient perdue. Durant les années pendant lesquelles les paysans gardèrent leurs terres en main, ils peinèrent pour les améliorer, les nettoyer, les bonifier de même que pour agrandir les superficies cultivables.

La revanche des latifundistes

Après le coup d'Etat militaire et la persécution et l'assassinat massifs des dirigeants syndicaux paysans qui s'ensuivirent, la revanche des latifundistes commença, appuyée par les baïonnettes des militaires.

On procéda en premier lieu à la remise immédiate de toutes les terres qu'avaient occupé les paysans et celles dont les démarches pour l'expropriation étaient en cours et celles dont l'incorporation au secteur de la réforme agraire avait été contestée par les anciens propriétaires terriens. Seules furent respectées les ententes où les démarches pour l'expropriation avaient été finalisées et acceptées par les anciens propriétaires. De cette manière, on en arriva à restituer près d'un tiers des terres effectivement aux mains des paysans ou sur le point de passer à la propriété étatique.

A la fin de 1973, 2,940 sociétés SARA s'étaient constituées avec un total de 76,600 paysans "sociétaires". Avec le début de ce que la dictature de Pinochet avec "euphémisme" avait appelé le processus de "régularisation de la Réforme agraire" (la remise totale ou partielle des propriétés expropriées aux anciens propriétaires terriens) et avec



l'assignation de certaines parcelles individuelles à certains paysans, commença le processus de destruction des SARA. Ces sociétés furent dissoutes ou déclarées en voie de liquidation puisque se retrouvant sans terres pour faire leur travail, elles furent liquidées pour "impossibilité d'accomplir leur rôle social". Par suite de la liquidation des sociétés SARA, les "sociétaires" paysans se retrouvaient face à deux situations: 32,000 furent des "parceleros" à qui on assigna de petites propriétés et 44,500 furent expulsés, un grand nombre d'entre eux étant des chefs de famille qui restèrent sans terre, sans travail et sans maison.

Actuellement, les paysans qui reçurent des titres de propriété et les milliers de petits propriétaires qui existaient auparavant sont entraînés dans une situation extrêmement critique. En effet, la politique économique imposée par la junte en ce qui concerne les crédits et les prix des produits agricoles a placé les premiers hors de la portée des paysans et des "parceleros"; en ce qui concerne les prix des produits agricoles, ils ont baissé à des niveaux tels qu'ils conduisent ces petits et moyens propriétaires à la ruine.

Adjudication des biens des SARA

La liquidation des sociétés SARA a rendu nécessaire la répartition du patrimoine social, s'il y avait lieu, mais le "partenaire" CORA (maintenant aux mains du gouvernement fasciste) exigea premièrement le paiement de tous les crédits et dettes que pouvait avoir la société. De façon unilatérale, elle procéda à la nomination d'un "adjudicateur" ou "liquidateur" des biens. L'opinion des paysans n'a pas été prise en ligne de compte dans le choix de ce "liquidateur". C'est ainsi que la CORA a remis par contrat et pour tout le Chili, l'ensemble des adjudications de biens des SARA à la société El Tatersall, bastion traditionnel des groupes de propriétaires fonciers intéressés à la commercialisation des produits agricoles. C'est ainsi que les spéculateurs et les agioteurs les plus implacables y sont regroupés. Par leurs "foires" et adjudications d'animaux, ils ont traditionnellement appauvri les paysans moyens et pauvres, les dépouillant du fruit de leur travail. Cette société fut un des bastions de la conspiration contre le gouvernement populaire; de là sont issus les groupes armés par les latifundistes pour "châtier" les paysans "subversifs" et les groupes qui assassinèrent les fonctionnaires du gouvernement chargés de l'application de la réforme agraire. Et c'est cette société qui est chargée aujourd'hui par le gouvernement fasciste militaire de dépouiller les paysans de ce qu'ils peuvent obtenir du fruit des adjudications des biens des sociétés SARA.

Comment les paysans sont volés

Premièrement, ceux qui participent aux adjudications doivent être prêts à payer comptant les biens adjugés. Il est bien connu que nul paysan ne possède l'argent nécessaire

pour payer comptant que ce soit les tracteurs, charrues, batteuses, instruments de labour, animaux, etc. Seuls les ex-patrons, les latifundistes sont en position de le faire ou bien d'obtenir un crédit d'une quelconque banque commerciale pour conclure cet excellent marché. Dans certains cas, l'unique participant à l'adjudication est l'ex-patron qui se met d'accord avec les adjudicateurs pour obtenir les biens à des prix dérisoires ou pour se répartir les bénéfices du dépouillement des ex-paysans "réformés". Avec le produit des adjudications on paye les dettes à la Banque de l'Etat et s'il reste quelque chose, ce qui est naturellement très rare, ce produit est réparti parmi les ex-"membres" paysans.

La société El Tatersall se fait payer une commission de 3%, libre de tout frais, pour ce "travail" de dépouillement des paysans. Cette société n'est pas non plus de charge égale pour les ex-partenaires, la CORA et les paysans: la CORA ne paie que 25% et les paysans l'autre 75%. C'est-à-dire que les paysans doivent payer les honoraires de la société chargée de les dépouiller du fruit de leur travail gagné durant les années de la réforme agraire au Chili.

Adjudication des "réserves" de la CORA

Ces "réserves" sont constituées par les terrains, les domaines des propriétaires, les biens fonds, les entrepôts, les centres vinicoles, les puits, les éccies, les églises, etc. En février 1978 ces réserves constituaient une superficie de 865,798 hectares. Certaines de ces réserves ont été adjudgées immédiatement; c'est le cas des écoles et églises qui ont été remises au Ministère de l'Education ou aux congrégations religieuses qui en ont fait la demande. Les domaines des latifundistes sont assignés à leurs anciens propriétaires ou bien sont adjudgés. Les puits et canaux d'irrigation, produit du travail et des efforts des paysans pour améliorer les terres ont été gracieusement octroyés, à titre gratuit, aux anciens propriétaires des terres qui, sans déboursier un sou, "récupèrent" des terres dont la valeur est maintenant supérieure à celles qu'ils avaient perdues dans la réforme agraire.

Dans les adjudications et licitations de certaines des réserves de la CORA, une série de préférences et avantages "curieux" sont accordés à certains participants. Par exemple, le latifundiste qui possède les terres adjacentes à la "réserve" en vente, a droit à un crédit de 5 ans pour rembourser le prix de cette "réserve" et avec un intérêt

satisfaisant, avantage qui n'est accordé à aucun autre postulant. Ainsi la reconstitution des latifundios est favorisée par l'argent et le patrimoine volés aux paysans.

La liquidation du Service agricole mécanisé [SEAM]

Le SEAM était une filiale de l'organisme étatique, la Corporation de Développement, créé en 1948 pour aider au développement économique. A la suite de 30 ans de travail, le SEAM avait réussi à accumulé un parc de plus de 10,000 machines pour l'exploitation agricole, par ses stations situées du nord au sud du pays. Cette machinerie était pour la plupart, de la machinerie lourde: batteuses, moissonneuses, machinerie pour les canaux et travaux d'irrigation, niveleuses, etc. Cette machinerie était louée premièrement à des agriculteurs particuliers et donc aux paysans du secteur réformé pour faire dans les meilleures conditions les travaux des champs ou d'irrigation, comme les canaux.

En conformité avec la politique des militaires fascistes de livrer tous les services étatiques qui peuvent constituer une "bonne affaire privée" à la spéculation des "nouveaux entrepreneurs" (liés par la famille aux haut commandement des forces armées), le régime a commencé à liquider et à adjuger toute la machinerie de ce service d'aide et de développement à la paysannerie pauvre et moyenne en la remettant aux mains de ces "hommes d'affaires". Etant donné que l'objectif de ces "entrepreneurs" modernes est de faire les profits maximum dans un temps minimum, et non le développement de la production agraire, ils se procurent cette machinerie à moindre coût, au prix de la ruine des paysans moyens et des paysans parcellaires.

La récolte amère

Cette forme va accentuer la prolétarisation des paysans dans la campagne du Chili. Les uns délogés de leurs terres, les autres abandonnés à la féroce exploitation des nouveaux "pirahnas" de la campagne, la paysannerie chilienne ne voit rien d'autre dans cet actuel "modèle économique" que sa ruine immédiate ou à court terme. Tôt ou tard viendra pour les latifundistes, qui aujourd'hui jouissent de leur revanche, et pour les spéculateurs de la campagne, la récolte amère, les vendanges des "raisins de la colère" de tant de haine générée, de tant d'humiliations et de vols accumulés. Alors on entendra dans les campagnes du Chili le cri rebelle paysan qui résonnait il y a 60 ans au Mexique: Terre et Liberté!

Nouvelles . . . Nouvelles . . . Nouvelles . . . Nouvelles . . . No

LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA JUNTE MILITAIRE FASCISTE

Mardi, le 6 mars, la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies, réunie à Genève, a condamné une fois de plus le gouvernement militaire chilien pour ses violations constantes et systématiques des droits de l'homme et sa politique de répression.

Dans un des paragraphes de la résolution de condamnation on signale "l'horreur provoquée dans le monde à la suite de la découverte d'une fosse commune dans la localité de Lonquen et dans laquelle on a trouvé des restes humains qui ont été par la suite identifiés. Il a été constaté que ces restes appartenaient à des personnes détenues par les forces policières et qui avaient par la suite disparu." Par suite de cette découverte qui incrimine la junte fasciste, la commission a créé un groupe spécial pour enquêter et approfondir la situation des prisonniers disparus.



L'ETAT D'URGENCE EST RENOUVELE DANS TOUT LE PAYS

L'état d'urgence que le pays a connu depuis le coup d'Etat militaire et qui a permis aux autorités fascistes de détenir, interroger, torturer et assassiner quand elles le considéraient nécessaire, venait à échéance le 11 mars dernier, mais avant cette date, le gouvernement militaire avait déjà élaboré un nouveau décret maintenant l'état d'urgence pour un autre six mois.

Selon des déclarations de Sergio Fernandez, ministre de l'Intérieur, la décision de le maintenir a été rendue "nécessaire pour sauvegarder la sécurité, l'ordre et la tranquillité de tous les habitants" et elle "constitue une norme préventive et une forme générale pour protéger les citoyens".

LE CAS DU CIMETIERE DE LONQUEN: LA COUR SUPREME DEFEND TOUTE DECLARATION AU MINISTRE DELEGUE

Le ministre délégué, nommé par la Cour suprême pour enquêter sur la découverte des restes humains de Lonquen, Adolfo Banados, s'est vu refuser l'autorisation de faire toute déclaration par le président de la Cour suprême, fidèle serviteur du fascisme et exécuter des basses "oeuvres légales" de la junte. Cette mesure survient au moment précis où se mène l'enquête et l'enregistrement des dépositions des policiers qui détinrent et assassinèrent par la suite les personnes dont les restes ont été trouvés dans ce cimetière clandestin. Les carabinieri de la zone de l'île de Maipo, qui selon le ministre Banados ont enregistré leur déposition, sont au nombre de dix-huit et il a ajouté que quinze cadavres ont déjà été positivement identifiés.

MANIFESTATIONS LORS DE LA JOURNEE INTERNATIONALE DE LA FEMME

Malgré l'interdiction imposée par la junte militaire à différentes organisations de femmes de se réunir et de manifester à l'Estadio Santa Laura de Santiago pour commémorer la Journée internationale de la femme, des centaines de personnes, la majorité étant des femmes, se sont réunies et ont manifesté dans le centre de la capitale. Criant des slogans, exigeant la liberté et des éclaircissements sur le sort des prisonniers disparus, elles ont défilé sur la Place des Armes. Après avoir été violemment attaquées par les forces policières, les femmes ont cherché refuge dans la cathédrale. Après avoir abandonné ce refuge, elles ont été de nouveau attaquées par la police de Pinochet, certaines d'entre elles ayant été arrêtées. Des manifestations similaires ont eu lieu dans d'autres villes du pays.

NOUVELLES ACTIONS DE LA RESISTANCE

Au matin du 7 mars dernier, un groupe de personnes appartenant à une organisation de résistance du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) s'est

emparé d'un autobus qui transportait trente-huit ouvriers de l'usine Madeco et distribua de la propagande contre la dictature, peignit l'autobus de slogans et exhorta les travailleurs à intensifier la lutte contre le fascisme et à s'unir à la résistance. L'action a eu lieu très près du centre de Santiago et dura de longues minutes.

Plus tard, le 8 mars à 15h30, un autre groupe, composé cette fois de cinq personnes dont deux femmes, s'est emparé d'un autre autobus du transport en commun dans la commune de Quinta Normal à Santiago et distribua des tracts et de la propagande et de plus, pour commémorer la Journée internationale de la femme, déploya une énorme banderolle qu'il fixa à un côté de l'autobus appelant les femmes à s'unir pour renverser la dictature.

EXPLOSIONS DE BOMBES A SANTIAGO

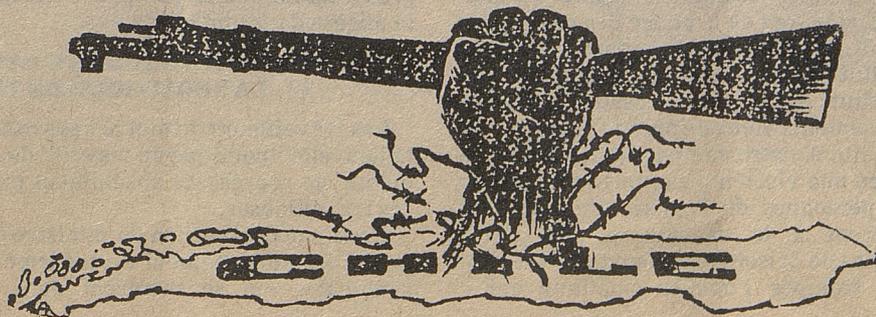
A l'aube du 7 mars, un puissant engin explosif a éclaté dans le jardin de la maison d'Arturo Fontaine, directeur du quotidien El Mercurio, porte-parole du fascisme, et qui causa de faibles dommages à la résidence, étant donné l'endroit où l'engin a explosé.

Cet attentat, ajouté aux onze autres explosions de bombes de la présente année, a été le prétexte pour les militaires de parler d'une "escalade terroriste". Bien que l'on ne peut nier le fait que certaines d'entre elles ont été effectivement l'oeuvre de personnes travaillant clandestinement dans la Résistance, comme le montre le fait que certains militants du Mouvement de la gauche révolutionnaire ont été arrêtés et que selon les autorités, des explosifs et du matériel servant à la fabrication de bombes ont été trouvés en leur possession, la situation générale actuelle permet de supposer qu'une série de ces attentats ont été l'oeuvre des agents des services secrets militaires dont dispose le fascisme ou de groupes fascistes qui lui sont liés.

Avec le prétexte "de l'escalade terroriste", le fascisme a accentué la répression et se fonde sur elle pour maintenir toutes ses mesures restrictives, renouvellement de l'état d'urgence, couvre-feu, violation de domicile, etc., etc.

En rapport avec ceci et devant les questions qu'elle se pose, la revue chilienne Hoy a accordé une entrevue à des personnalités fascistes et mentionne quelques faits. La revue en question signale dans son édition du 21 mars: "Le général Enrique Morel, chef de zone de l'état d'urgence a bien utilisé l'expression 'escalade terroriste' ". Plus loin, elle ajoute: "L'on a réalisé que ceci était de la 'propagande armée' où les extrémistes essayent d'avoir de la publicité pour leur mouvement". A la question sur la possibilité que ce furent des "auto-attentats", il répondit: "C'est insolite que quelqu'un puisse penser une monstruosité d'une telle nature et je ne peux qualifier ces personnes que de 'mal nées' et je réitère qu'une telle supposition est inadmissible".

Mais selon la revue Hoy, la supposition sur les "auto-attentats" est venue de cercles bien informés y compris de certains fonctionnaires qui ont enquêté sur les attentats de l'année passée. Ceux-ci ont signalé qu'un commando appelé



"Lautaro" opérait et qu'il était formé de jeunes de l'extrême droite et d'ex-agents de la DINA.

Un autre aspect révélateur est que, bien que l'on parle de nombreuses arrestations, la réalité est que depuis janvier 1978, quarante-huit arrestations de personnes accusées de poser des bombes ont été dénombrées, desquelles quatre personnes ont été relâchées faute de preuves, quinze furent "amnistiées". De celles qui restent, douze ont été jugées pour infraction à la loi sur la sécurité interne de l'Etat et seulement quinze personnes ont été jugées par des tribunaux militaires qui tombent sous la loi de contrôle des armes.

Possiblement ce qui est le plus important et qui démasque les manoeuvres fascistes, c'est le matériel utilisé dans la presque totalité des bombes. Selon les déclarations des enquêteurs et d'un des ministres de la Cour suprême, Sergio Dunlop, qui y participa, l'élément clé est le trotil. Pour sa part, le général des carabiniers German Campos qui en 1978 fut préfet de Santiago déclara que toutes les bombes ayant explosé en 1978 avaient été fabriquées avec du trotil. Face à ceci, le Centre national d'Informations, fils naturel de l'ex-DINA, a déclaré sur un ton emphatique que: "Elles ne sont pas de trotil parce que cet élément n'est utilisé que par les forces armées". Depuis cette déclaration, la presse fasciste a informé que les bombes ayant explosé dernièrement sont de "poudre d'aluminium et de nitroglycérine".

Face à ceci, il est nécessaire d'être alertes et vigilants, car le fascisme, cherchant des prétextes pour freiner la lutte du peuple, ne reculera devant rien et il est nécessaire maintenant plus que jamais que de larges secteurs s'unissent et entreprennent des luttes chaque fois plus importantes.

NOUVELLES INFORMATIONS SUR LE CIMETIERE CLANDESTIN DE "CUESTA BARRIGA"

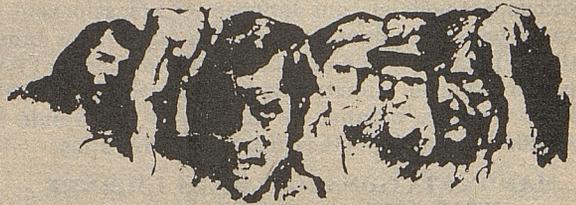
Le 19 décembre 1978, après une dénonciation d'un ex-agent de la DINA, des membres de l'église catholique ont découvert un autre cimetière clandestin. Celui-ci se trouvait dans la zone appelée "Cuesta Barriga" à quelques kilomètres de la ville de Curacavi. Pour s'en assurer, l'église catholique y a envoyé l'évêque Jorge Hourton qui, à son tour, s'est fait accompagner, pour qu'ils soient témoins, d'avocats, de journalistes de quotidiens réactionnaires et d'autres personnalités. Le résultat de ces excavations faites en présence de ces personnes fut la découverte d'une série de restes humains encore en état de décomposition. Selon leur opinion, il s'agissait de corps qui y furent enterrés il y a trois ou quatre ans. Après avoir informé la presse et les autorités fascistes de la sinistre découverte, la "justice" a pris cette affaire en mains. C'est ainsi que le juge de Curacavi a ordonné aux carabiniers qu'ils se rendent sur ces lieux et déterrent les cadavres et les transportent aux quartiers de la police. Mais ceci n'est pas tout, en voyant les restes humains, les autorités fascistes craignaient un nouveau "scandale" type "cimetière de Lonquen" et pour l'éviter transportèrent les corps au cimetière et les enterrèrent dans des endroits seulement connus d'eux-mêmes, ramenant aux quartiers de la police des ossements d'une fosse commune de ce cimetière et qui furent envoyés par la suite à l'Institut médico-légal pour analyse. Le résultat de cet Institut est que les restes analysés correspondent à des ossements vieux de plus de dix ans.

Ayant monté toute cette sinistre campagne, les autorités fascistes ont commencé une virulente campagne de presse pour discréditer des personnes de l'église, d'autres personnes qui participèrent à la découverte des corps, l'association des familles de prisonniers disparus, essayant en même temps de tromper l'opinion publique qui a

ouvertement condamné le régime à la suite de ces faits.

Comme partie de cette campagne de presse, il est significatif de citer ici un éditorial d'El Mercurio, dans son édition internationale du 4 au 10 mars qui dit ceci: "Bien qu'il soit possible qu'à cet époque (fin 1973) des délits aient été commis, il est préjudiciable pour le pays entier qu'on commence à effectuer des exhumations de cadavres et à reviser dans des procès judiciaires longs et publicisés les actions des hommes en uniformes qui étaient en état de guerre et qui procédaient à l'établissement du pouvoir de l'ordre et de la tranquillité publique avec les méthodes d'une occupation militaire. On a promulgué une amnistie large qui couvre les deux factions en lutte afin d'empêcher ce déterrement fatal et cette recherche de cadavres, de coupables et de responsabilités dans une action appuyée par beaucoup de ceux qui condamnent maintenant seulement ceux qui agissent contre le communisme et l'extrémisme de l'ultra-gauche. Il est impossible de condamner les présumés coupables s'il est démontré que les faits se produisirent dans la période couverte par l'amnistie. Le déterrement a donc plus d'effets politiques que judiciaires et pénaux" (les emphases sont les nôtres).

Il est clair que pour El Mercurio et pour ceux qui le dirigent, il est très malsain que ces cas commencent à apparaître maintenant. Ils ne peuvent nier l'existence de milliers de "disparus"; tout comme ils ne pourront cacher les coupables, bien qu'ils soient couverts par la fausse et grossière "amnistie"



dictée par le fascisme et qui favorise seulement les criminels, ils ne pourront échapper à la justice populaire et tous auront à répondre de leurs crimes.

AUGMENTATION DU CHOMAGE

Les chiffres publiés et tripotés par l'Institut national de Statistiques, qui fausse complètement la réalité sociale vécue par le pays, ont révélé récemment qu'au dernier trimestre de 1978, un taux de chômage de 13.7% avait été enregistré dans le grand Santiago comparativement à 11.5% pour la période correspondante en 1977. C'est-à-dire que bien que cet Institut ait fait tous les "efforts" pour que ces chiffres coïncident avec les déclarations des fascistes au sujet du grand "essor" de l'emploi, il a dû publier des chiffres qui démontrent que le chômage augmente constamment.

Pour leur part, des dirigeants syndicaux de différentes tendances ont fait une étude sur le niveau national du chômage et en sont arrivés à la conclusion que le taux de chômage s'élevait à 25%, ce qui se traduit par un chiffre de près d'un million de personnes condamnées au chômage et à la misère dans tout le pays.

LES TRAVAILLEURS DU PAYS REJETTENT LA "POLITIQUE DU TRAVAIL"

Les travailleurs de tout le pays ont manifesté leur rejet de la nouvelle "politique du travail" de la junte militaire parce qu'elle ne représente absolument pas les intérêts des masses travailleuses.

Dans une déclaration du ministre du Travail de la junte à la fin de mars, celui-ci a réaffirmé que dans les élections syndicales qui se tiendront dans l'avenir, les mesures

restreignant l'activité des "éléments marxistes et extrémistes" seront maintenues, en laissant sous-entendre par le fait même que les élections pourraient être annulées si un dirigeant est surpris à se livrer à des activités considérées comme "extrémistes" par le fascisme.

Les travailleurs conscients des nouveaux pièges que cache la nouvelle politique continuent leur lutte pour reconquérir leurs droits enlevés par le fascisme et pour l'élection de leurs représentants sans aucune entrave ni condition.

L'AFL-CIO ET LA JUNTE MILITAIRE

L'AFL-CIO, organisation syndicale liée au gouvernement américain et aux trusts impérialistes qui menaçait il y a quelques mois de boycotter le Chili si celui-ci n'accordait pas certaines libertés syndicales, a fait connaître publiquement une résolution qui essaie de justifier la mesure du retrait du boycott qu'elle avait proposé. Cette organisation, en complet accord avec les autorités fascistes chiliennes, a dit que la "politique du travail" annoncée par la junte est une grande avance pour le syndicalisme chilien et que comme la dite politique envisage la "liberté de réunion et un appel à des élections syndicales", la mesure du boycott est maintenant "désuète". Les travailleurs chiliens ne pensent pas de même et ils voient que les manœuvres du fascisme ne sont rien d'autre qu'une farce et de nouvelles mystifications pour essayer de lier les mains du mouvement syndical.

DES ORGANISMES INTERNATIONAUX DE JURISTES DENONCENT L'APPLICATION DE LA DOCTRINE DE LA "SECURITE NATIONALE" EN ARGENTINE

Les 19 et 20 mai prochains aura lieu dans la salle Médicis

du Sénat de France, un colloque sur le thème "La doctrine de la sécurité nationale et le droit à la défense: le cas argentin".

Cinq organisations de juristes participeront au colloque: l'Association des Juristes démocratiques, la Commission internationale des Juristes, le Centre pour l'Indépendance des Juges et des Avocats et le Mouvement catholique des Juristes.

Cette réunion sera présidée par M. Sean MacBride, prix Nobel de la paix, et analysera la situation de l'exercice du droit à la défense en Argentine qui a pratiquement été éliminé dans ce pays avec l'application de la doctrine de sécurité nationale.

L'EDUCATION AU CHILI

Dans son numéro 379 de mars 1979, la revue française l'Education, consacre dans ses pages un long article sur l'éducation au Chili, sous forme d'entrevue. Les entrevues sont avec trois professeurs universitaires chiliens réfugiés en France: Patricia Miras, ex-professeur de philosophie de l'Université du Chili, Ana Vasquez, professeur de l'Ecole de psychologie de l'Université du Chili et Jorge Palacios, ex-directeur du département de philosophie de la même université. Dans l'entrevue, ils analysent les aspects et problèmes de l'éducation tant sous le gouvernement de l'Unité populaire que de l'anéantissement de l'éducation et de la scolarité sous la dictature fasciste.

Pour ceux qui sont intéressés à avoir cette revue, voici l'adresse où peuvent être envoyées les demandes:

L'éducation
2, rue Chaveau-Lagarde
75008, Paris, France

Solidarité internationale

A l'occasion de la Journée internationale de la Femme, le Conseil central de l'Union démocratique des Femmes du Japon a envoyé des salutations fraternelles aux camarades du Front du Peuple à l'extérieur et, par son intermédiaire, à toutes les femmes du Chili dans leur lutte contre le fascisme.

CREATION D'UN COMITE DU FRONT DU PEUPLE EN SUEDE

Au mois de mars dernier, un comité du Front du Peuple s'est formé à Malme en Suède. Ce comité compte quinze adhérents. En plus d'élire sa direction, il a élaboré un plan de travail dans lequel il se donne comme tâche la solidarité révolutionnaire avec les luttes de notre peuple.

Pour contacter le Front en Suède, écrire à l'adresse suivante:

Front du Peuple
C.P. 18528
20032 Malme 18
Suède

CANADA

Une délégation du Parti communiste révolutionnaire du Chili a visité le Canada au mois de mars et a assisté à la VIe



Conférence consultative du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) avec le Parti du Travail d'Albanie et d'autres partis marxistes-léninistes du monde.

La délégation du PCR a aussi participé au Rallye révolutionnaire du 31 mars pour clôturer la VIe Conférence consultative du PCC(M-L). Dans cette manifestation, à laquelle près de 1,500 personnes assistaient, le PCR a prononcé un discours sur la situation nationale et internationale, discours qui fut longuement applaudi et acclamé aux cris de **Le peuple armé ne sera jamais écrasé!**

Nouvelles Latino-américaines

Entrevue avec Argelia de Silva, membre de la coordination nationale des Comités de luttes populaires du Venezuela

Que sont les Comités de luttes populaires [CLP] ?

C'est une organisation révolutionnaire qui, avec les conceptions idéologiques du marxisme-léninisme a développé aux côtés du peuple vénézuélien une lutte contre ses ennemis: l'impérialisme, la bourgeoisie, les propriétaires terriens, l'Etat bourgeois. Ceux-ci ont été représentés ces derniers 21 ans de démocratie représentative militarisée par les gouvernements réactionnaires de l'Action démocratique et de Copey. Ces partis sont venus tour à tour au pouvoir pour accomplir fidèlement les plans que l'impérialisme américain et la bourgeoisie créole ont tracé pour le Venezuela, pays d'immenses richesses pétrolières, de fer et d'autres minéraux qui sont transformés en produits monnayables par l'impérialisme.

Notre grande tâche stratégique est d'en arriver à un gouvernement démocratique populaire qui comme forme de dictature du prolétariat parviendra à asseoir les bases d'un développement du socialisme et du communisme. Cet objectif ne pourra être atteint que par les luttes violentes et révolutionnaires des masses et sous la direction d'une avant-garde marxiste-léniniste. Dans ce sens, nous développons une tactique de regroupement des forces qui permettra la construction du Parti du prolétariat, la construction du front uni des classes exploitées et la construction d'un instrument avec lesquels ils pourront affronter la bourgeoisie et l'impérialisme et leur arracher le pouvoir. Il est important de signaler que dans cette lutte quotidienne, les Comités de luttes populaires ont intensifié leur travail au sein de la classe ouvrière étant donné que c'est la classe qui détient l'hégémonie dans la direction du Parti révolutionnaire et dans le développement de tout le processus de la révolution.

Nous développons de plus notre travail politique dans le secteur étudiant, des quartiers, culturel, paysan et de solidarité avec les luttes des peuples. Tâche que nous développons au niveau national dans laquelle notre hebdomadaire "Que hacer?" a joué un rôle d'une extrême importance dans la formation de notre militantisme comme dans l'éducation et l'orientation des masses.

Nous avons affronté et démasqué les secteurs réformistes et révisionnistes. Leurs positions vacillantes et conciliatrices n'ont rien apporté si ce n'est créer de fausses illusions parmi les masses et freiner l'avance des luttes que mènent le peuple et l'avance du mouvement révolutionnaire et populaire en général quand ils y participent.

Des organisations comme le PCV et Vanguardia (organisations capitulardes et défenseuses du social-impérialisme soviétique), MAS, MIR se tiennent sur cette position. Ces organisations qui parlent au nom du "socialisme" ont réussi à rassembler de larges secteurs du peuple.

Ces manifestations de conciliation sont présentes dans d'autres secteurs révolutionnaires aussi. Tel est le cas de la Ligue socialiste. Elle a participé aux récentes élections en appuyant Jose Vicente Rangel, candidat du Mouvement pour le Socialisme (MAS), parti réformiste, petit-bourgeois qui a propagé aux quatre vents son "socialisme à la vénézuélienne" et qui a combattu les luttes violentes et révolutionnaires des masses comme voie de la conquête du pouvoir.

La Ligue socialiste a rompu avec la ligne de non-participation aux élections adoptée par ce mouvement



depuis les années 1963, lequel a aujourd'hui toute sa vigueur étant donné qu'il n'existe pas d'alternatives pour permettre à la participation des révolutionnaires de servir à rassembler les forces et fortifier le mouvement révolutionnaire et populaire du point de vue politique et idéologique, alternatives où les masses auraient la possibilité de résoudre les grands problèmes qui les étouffent.

Ce "carnaval électoral de 1978" se différencie seulement des autres en ce que la bourgeoisie s'est vue obligée d'employer les grands moyens, gaspillant de cette manière l'argent du peuple d'une façon effrénée pour tenter ainsi de masquer la crise morale qui se manifeste actuellement par la corruption administrative et les crimes qu'il est impossible maintenant de cacher aux yeux du peuple (le cas Carmona est l'exemple le plus récent de cette crise).

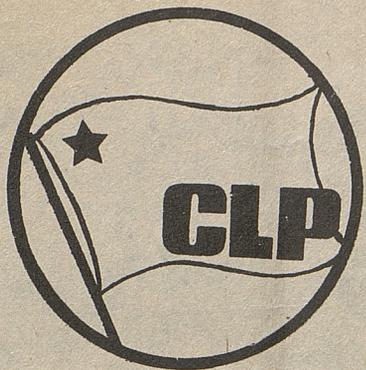
Les résultats électoraux viennent confirmer la justesse de notre tactique d'abstention. Les partis de la gauche (MAS - MIR - PCV - MEP - VUC - LS) ont connu une défaite écrasante avec 7.76% des votes contre 88.58 pour l'Action démocratique et Copey (sans compter le pourcentage des huit autres partis de droite qui participèrent aux élections présidentielles). Ces résultats donnent une idée des miettes du festin qu'ils ont reçues: 22 députés et 2 sénateurs qui par leurs conceptions réformistes, révisionnistes et conciliatrices ne font que jouer le jeu du gouvernement et "profiter" de leurs chaires parlementaires jusqu'à ce que vienne une autre période électorale et que l'histoire se répète à nouveau.

Le pourcentage d'abstentions à cette élection fut de 15.6%; pour celle de 1973, il était de 6.7%. La hausse de 9% du pourcentage montre que le peuple vénézuélien est de plus en plus conscient que la démocratie représentative ne solutionne pas les problèmes du peuple.

Cet élément est positif étant donné que le peuple vénézuélien dans sa majorité a respecté ces processus électoraux et s'est rendu massivement aux bureaux de scrutin.

C'est sur la création de cette conscience antibourgeoise et constitutionnelle que doit insister le mouvement révolutionnaire de façon systématique et soutenue, sans vacillations qui engendrent de la confusion et des illusions parmi les masses.

C'était là quelques éléments de notre critique envers la Ligue socialiste, critique que nous allons approfondir à l'avenir.



Comment les Comités de luttres populaires [CLP] voient-ils la situation au Venezuela avec l'arrivée du nouveau gouvernement social-chrétien de Luis Herrera Camping?

Nous avons exprimé notre position dans notre hebdomadaire ?**Que hacer?** tant en ce qui concerne la farce électorale de 1978 que ce qui touche le remplacement du gouvernement de Carlos Andres Perez (AD) par le gouvernement social-chrétien de Luis Herrera Camping (Copey). Ce gouvernement, comme le précédent, est un fidèle serviteur des intérêts de l'impérialisme américain, de la bourgeoisie et des propriétaires terriens. Par conséquent, il n'introduira pas de changements substantiels dans la politique bourgeoise mais au contraire il se propose de développer les plans qui réaffirmer la domination politico-économique sur les classes exploitées du Venezuela.

A son arrivée au gouvernement, Luis Herrera Camping se trouve face à cette situation: le processus inflationniste que traîne l'économie vénézuélienne, la réduction de la production pétrolière et la baisse réelle des prix du pétrole — par des prix qui ne compensent pas pour le niveau mondial de l'inflation — , le niveau élevé de la dette publique, et les importants investissements que requièrent les plans de la bourgeoisie. Tout ceci a conduit à une détérioration du niveau de vie déjà détérioré des masses (les prix qui montent chaque jour, les salaires bas et gelés, la diminution des dépenses sociales, la réduction des droits du peuple et la répression) qui s'intensifiera à mesure que le peuple intensifiera aussi sa protestation et ses luttres pour défendre ses droits les plus élémentaires.

Toute cette crise qui existe au Venezuela est le reflet du réajustement capitaliste que l'impérialisme américain a

appliqué et qui concrètement s'est traduit pour l'Amérique latine depuis 1974 par l'intensification des mesures pour transférer cette crise du capital international sur tous les pays de la périphérie; par le renforcement des liens de dépendance comme il est logique , renforcement qu'il est fondamental de maintenir de la part des Etats-Unis quand il est présentement en lutte pour un nouveau repartage du monde, où le social-impérialisme soviétique cherche aussi sa part.

Que proposent les Comités de luttres populaires au peuple vénézuélien?

Nous soutenons que s'ouvrent de grandes perspectives de lutte au peuple vénézuélien; par conséquent, nous intensifierons notre participation dans chacune de ces luttres concrètes, les liant à notre programme de démocratie populaire jusqu'à ce que les masses l'adoptent comme la seule alternative possible à la crise politique, économique et morale que traverse la bourgeoisie vénézuélienne.

Le plan d'action que nous proposons pour cette étape comprend des luttres pour une augmentation générale des salaires, pour la stabilité de l'emploi, pour la démocratie syndicale, pour le droit de grève, contre la restructuration bourgeoise dans l'éducation, pour le droit d'étude, pour des logements hygiéniques et peu chers, contre les expulsions, pour des terres, des crédits et de l'aide technique à la paysannerie, pour la liberté des prisonniers politiques et une amnistie générale, contre la répression et pour la défense des autres droits du peuple.

Quant à la liberté des prisonniers politiques et à l'amnistie générale, nous avons maintenu une activité constante de dénonciation de l'existence des prisonniers politiques au Venezuela, étant donné que les gouvernements tant au niveau national qu'en dehors de nos frontières cherchent à le nier. Au Venezuela, des détentions, tortures, incarcérations et disparitions de révolutionnaires et d'hommes du peuple se produisent quotidiennement. Plusieurs des assassinats politiques sont pratiqués par les corps répressifs de l'Etat (DIM et la Police technique judiciaire: DISIP). Le sang de ces personnes est encore frais: Vicente Contreras Duque, Jorge Rodriguez, Montilla, Quintero, Bello, Noguera (ces deux derniers ont été défigurés et leurs cadavres ont été transportés à dos d'âne jusqu'à l'endroit où ils ont été enterrés par l'armée) et beaucoup d'autres que nous ne pouvons nommer faute d'espace.

Nous avons développé conjointement avec d'autres organisations révolutionnaires et démocratiques le



Mouvement pour l'Amnistie (MPA) à travers lequel nous avons développé les tâches pour la conquête de la liberté des prisonniers politiques.

Quelles sont les tâches des Comités de luttes populaires au niveau international?

Au niveau international, nous avons développé un travail pour approfondir les relations avec un ensemble d'organisations révolutionnaires et démocratiques avec

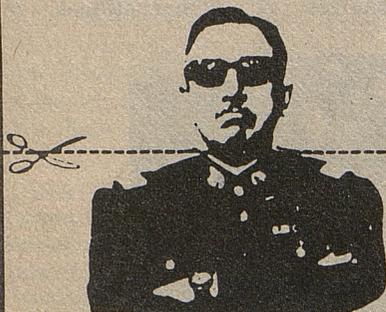


lesquelles nous avons gardé des liens et échangé du matériel.

Une expression de ces relations est cette entrevue que publie ANCHA, organe du Front du Peuple du Chili, et que nous distribuons au Venezuela depuis assez longtemps.

Présentement nous avons une tâche très importante concernant la question de la solidarité. Nous amorçons le travail du Comité vénézuélien de Solidarité avec les Peuples opprimés (COVESPO), par lequel nous développons des activités de solidarité militante avec les luttes que livrent les peuples opprimés, principalement les peuples d'Amérique latine.

ABONNEZ-VOUS A "ANCHA"



Agence de Nouvelles chilienne antifasciste
Publiée par la Branche extérieure du Front du Peuple
ANCHA paraît tous les mois en espagnol, en français, en
anglais, en allemand, et en italien

Nom _____
Adresse _____
Pays _____

Disponible de **ANCHA**
B.P. 59, Cedex 13
Paris 75623, France

Tarif d'abonnement: En Europe: 1 an: 30 francs
abonnement d'appui: 50 francs ou plus
Ailleurs: 1 an: \$10.00
abonnement d'appui: \$15.00 ou plus
Prière d'envoyer tous les chèques
ou mandats-postes à cette adresse
à l'ordre de Guerrien
(pas à ANCHA)

Prière d'indiquer clairement vos nom et adresse ainsi que la langue dans laquelle vous souhaitez recevoir le bulletin

Les éditions française, anglaise et espagnole produites au Canada par le
Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne sont disponibles du:

Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne
B.P. 185, station Outremont,
Montréal, Québec, Canada
ou du: Centre national de Publications
B.P. 727, station Adelaide,
Toronto, Ontario, Canada

Le tarif d'abonnement des éditions française, anglaise et espagnole produites
au Canada est de 25¢ l'exemplaire, de 50¢ pour les commandes postales et de
\$5.00 pour un abonnement postal annuel.

Veillez faire tous les chèques ou mandats-postes envoyés aux adresses
susmentionnées à l'ordre du Comité canadien d'Appui à la Résistance
chilienne ou à l'ordre du Centre national de Publications, respectivement.